

La crise ordinaire: Les ménagères montréalaises et la crise des années trente

Denyse Baillargeon

Volume 30, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/11t30art05>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (print)

1911-4842 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Baillargeon, D. (1992). La crise ordinaire: Les ménagères montréalaises et la crise des années trente. *Labour/Le Travailleur*, 30, 135–162.

Article abstract

This article analyzes the contribution of Montréal working-class women to the family economy during the Depression of the 1930s and shows the impact of this unprecedented crisis on the different components of their domestic work. It is based on interviews with thirty women who married before 1934. Their testimonies reveal the extent of certain phenomenon such as the use of contraceptive methods and the paid work of women within the home and illustrate the extreme poverty in which they lived even before the Depression struck. Thus, for many of them, the period was nothing but a new episode in their struggle for survival.

La Crise ordinaire: Les ménagères montréalaises et la crise des années trente

Denyse Baillargeon

LES OUVRAGES TRAITANT de la Crise des années trente portent généralement des titres évocateurs du marasme qui a caractérisé cette période: *Ten Lost Years*, *The Politics of Chaos*, *The Winter Years*, *The Dirty Thirties*, *No Fault of their Own*, *The Wretched of Canada*, etc.¹ Un bref examen des principaux indicateurs économiques confirme d'ailleurs cette perception plutôt catastrophique de la décennie. Entre 1929 et 1933 en effet, la production manufacturière canadienne a diminué de plus du tiers,² l'indice des prix à la consommation a baissé d'au moins 25 pour cent, les salaires des industries non-exportatrices ont dégringolé de 37 pour cent,³ alors que le taux de chômage a atteint entre 27 et 33 pour cent selon les estimés qu'en ont fait les chercheurs.⁴ À l'hiver 1933, 1.5 million de Canadiens,

¹Barry Broadfoot, *Ten Lost Years 1929-1939* (New York 1973); Blair Neatby, *The Politics of Chaos* (Toronto 1972); James Gray, *The Winter Years. The Depression on the Prairies* (Toronto 1976); Michael Horn, *The Dirty Thirties. Canadians in the Great Depression* (Toronto 1972); James Struthers, *No Fault of their Own. Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941* (Toronto 1983); Michael Bliss et Linda Grayson, ed., *The Wretched of Canada. Letters to R.B. Bennett 1930-1935* (Toronto 1973).

²Calculé par Allen Seager et John H. Thompson, *Canada 1922-1939, Decades of Discord* (Toronto 1985), 196 et 389, note 9.

³Canada, Bureau fédéral de la statistique, *Price and Price Indexes 1913-1930* (Ottawa 1942), 58; M.C. Urquhart et K.A.H. Buckley, *Historical Statistics of Canada* (Toronto 1971), 303; Canada, *Rapport de la Commission royale des Relations entre le Dominion et les provinces*, vol. 1 (Ottawa 1939), 149-50.

⁴National Bureau of Economic Research, *The Measurement and Behavior of Unemployment* (Princeton 1957), 455 cité dans Seager et Thompson, *Canada 1922-1939*, 350; R.K.F. Inlayson, *Memorandum for the Prime Minister, 11 June 1934*, UNB Library, R.B. Bennett Papers, vol. 782, cité dans Horn, *The Dirty Thirties*, 10.

soit 15 pour cent de la population totale du pays, vivaient de "secours directs". L'année suivante, ce nombre atteignait les deux millions.⁵

Malgré sa structure industrielle centrée sur l'industrie légère et les biens de consommation de première nécessité, le Québec fut l'une des provinces les plus touchées par le chômage. En 1933, 16,6 pour cent de sa population vivait d'aide gouvernementale, soit le deuxième taux le plus élevé après le Nouveau-Brunswick.⁶ La ville de Montréal, qui se trouvait au centre de l'activité industrielle,⁷ enregistrait évidemment les plus mauvaises performances. Avec une population de plus de 800 000 habitants, la ville regroupait alors 7,8 pour cent de la population canadienne et 28 pour cent de celle du Québec mais on y retrouvait 15,3 pour cent de tous les bénéficiaires canadiens et 60 pour cent des bénéficiaires québécois de secours directs.⁸ En février 1934, plus de 240 000 personnes, soit 28 pour cent de la population montréalaise, vivaient des allocations de l'État.⁹ Chez les francophones, cette proportion s'élevait à 38 pour cent.¹⁰

Ces statistiques laissent entrevoir de graves problèmes de survie pour la classe ouvrière, principale victime du chômage. Comment ces familles sont parvenues à subsister en dépit des pertes d'emplois et des maigres allocations de secours versées par l'État demeure toutefois une question encore peu explorée. Dans la mesure où les responsabilités liées au bien-être de la famille incombent aux femmes, l'étude du travail domestique des ménagères de la classe ouvrière durant les années trente s'avère pourtant essentielle si on veut en arriver à une meilleure compréhension de l'histoire de cette décennie. Dans cette perspective, cet article se propose d'examiner comment et jusqu'à quel point les femmes ont pu intensifier leur travail domestique pour combler le manque à gagner créé par l'insuffisance ou l'absence de salaire et, inversement, de voir comment la Crise a affecté chacune des composantes de leur travail domestique.

Les sources sur lesquelles repose cette étude proviennent d'entrevues réalisées entre mai 1986 et décembre 1987 auprès de femmes qui étaient mères et ménagères au moment de la Crise. Le choix de ces informatrices s'est fait en fonction de différents critères. Puisqu'on y retrouvait la majorité des chômeurs au moment de

⁵Harry Hereford, "An Appreciation of the Relief Situation," 9 August 1935, UNB Library, R.B. Bennett Papers, vol. 782, cité dans Michael Horn, "The Great Depression: Past and Present," *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, XI, 1 (1976), 42.

⁶Canada, APC, "Statistics of Unemployment and Direct Relief, 1932-1936," *Unemployment Relief Commission, 1917-1947*, 20.

⁷En 1931, Montréal abritait 42,7 pour cent de la main-d'oeuvre québécoise (Montreal Board of Trade and City Improvement League, *A Report on Housing and Slum Clearance for Montreal*, mars 1935, 15).

⁸C.H. Goldenberg, *Finances municipales au Canada*, Étude préparée pour la Commission royale d'enquête des relations entre le Dominion et les provinces, no. 4 (Ottawa 1939), 68-71.

⁹Montréal, *Rapport de la Commission d'enquête du chômage* (Montréal 1937), 33-7.

¹⁰Tiré de "Summary: Montreal Relief Situation," UNB Library, R.B. Bennett Papers, vol. 782, cité dans Horn, "The Great Depression," 43.

la Crise, la ville de Montréal a d'abord été choisie comme lieu de l'enquête. Comme la Crise a davantage affecté les ouvriers, et en particulier les ouvriers non qualifiés,¹¹ on a cherché à retracer des femmes mariées depuis au moins 1933 et qui avaient vécu dans un quartier ouvrier de Montréal entre 1929 et 1939.¹² Le critère du lieu de résidence, s'il peut sembler vague, permettait de rejoindre des femmes qui avaient partagé les conditions de vie de la classe ouvrière en raison de l'occupation ou des revenus de leur conjoint, sans toutefois présumer de leur propre appartenance de classe, ni éliminer d'office l'expérience de celles dont le mari n'avait pas chômé et qui pouvait s'avérer utile pour fins de comparaisons.¹³ Enfin, les répondantes devaient être d'origine canadienne-française (et donc catholiques), l'uniformité ethnique et religieuse déterminant une communauté de culture essentielle à la confrontation et à l'analyse des témoignages entendus. Afin de s'assurer d'une représentativité qualitative des informatrices par rapport à leur époque et à l'ensemble de leur groupe, les entrevues ont été poursuivies jusqu'à ce qu'il devienne évident que des entrevues supplémentaires n'apporteraient que peu de renseignements nouveaux par rapport aux pratiques identifiées et dont la récurrence ne faisait plus de doute. L'échantillon final se compose donc de 30 témoignages qui présentent suffisamment de points communs et de similitudes pour permettre une certaine généralisation.¹⁴

Le guide qui a servi de cadre aux entrevues comprenait une centaine de points répartis en trois sections et correspondant à différentes étapes de la vie des

¹¹À l'hiver 1932-33, 54,9 pour cent des chômeurs montréalais étaient des manoeuvres non qualifiés, 16,9 pour cent des ouvriers semi-qualifiés et 15,5 pour cent des ouvriers qualifiés, L.C. Marsh, *Canadians in and out of Work. A Survey of Economic Classes and their Relation to the Labor Market*, McGill Social Research Series, no. 9 (Toronto 1940), 345-6.

¹²La majorité des répondantes ont vécu cette décennie dans les quartiers montréalais de Saint-Henri, Hochelaga, Maisonneuve et Rosemont. L'échantillon comprend également quelques résidentes de la ville de Verdun car en plus de son caractère majoritairement ouvrier, plusieurs des répondantes vivant à Verdun au moment de la Crise, ont aussi habité Saint-Henri ou Pointe Saint-Charles avant ou après la Crise, la ville de Verdun s'inscrivant dans un vaste sous-ensemble (le Sud-Ouest) à l'intérieur duquel la frontière entre les deux municipalités était quasi-absente dans la détermination du "territoire" naturel de ces femmes et de leur famille.

¹³À ce propos, voir Isabelle Bertaux, "Mobilisations féminines et trajectoires familiales: une démarche ethnosociologique," dans Danièle Desmarais et Paul Grell (dir.), *Les récits de vie. Théorie, méthode et trajectoires types* (Montréal 1986), note 5, 98.

¹⁴Voir Daniel Bertaux, "L'approche biographique, sa validité méthodologique, ses potentialités," dans *Cahiers internationaux de sociologie. Histoires de vie et vie sociale*, LXIX (1980), 205; J. Poirier, S. Clapier-Valadon et P. Raybaut, *Les récits de vie. Théorie et pratique* (Paris 1983), 144; J.-C. Bouvier, H.-P. Bremond, P. Joutard, G. Mathieu, J.-N. Pelen, *Tradition orale et identité culturelle, problèmes et méthodes* (Marseille 1980), 67.

informatrices, depuis leur naissance jusqu'à la fin des années trente.¹⁵ Outre les renseignements concernant la famille d'origine, la première partie portait sur la fréquentation scolaire et l'expérience de travail salarié et domestique acquise avant le mariage. Une deuxième partie abordait les thèmes des fréquentations, du mariage et de la maternité. Enfin, la dernière section s'intéressait plus particulièrement à l'apport des différentes formes de travail (domestique et rémunéré), des institutions (comme l'État et la famille), et des autres stratégies de survie à l'économie familiale durant les années trente. Avant d'aborder ces questions, il convient toutefois de brosser un rapide portrait de ces femmes et de leur conjoint, ce qui permettra d'établir dans quel contexte ils ont vécu la Crise.

Portrait de l'échantillon

LES FEMMES INTERVIEWÉES sont nées entre 1897 et 1916 et se sont mariées entre 1919 et 1934. Seize d'entre elles sont nées en région urbaine, dont onze à Montréal, et quatorze en région rurale, parmi lesquelles six en milieu agricole. L'urbanisation, dont le rythme s'accélére au début du siècle, a fait toutefois en sorte que plusieurs de ces dernières sont arrivées à Montréal dès leur enfance ou à l'adolescence. Lorsqu'on tient compte de cette mobilité géographique, on constate que vingt d'entre elles vivaient déjà dans un contexte urbain, plus précisément à Montréal et Verdun, au moment de leur mariage. Les dix dernières sont arrivées à Montréal peu après leur mariage, soit vers la fin des années vingt ou au tout début des années trente.

Filles de cultivateurs, d'ouvriers, ou de petits propriétaires (artisans et commerçants), la majorité de ces femmes ont grandi dans des familles comprenant entre six et neuf enfants.¹⁶ Quels que soit l'origine géographique, le nombre d'enfants ou l'occupation du père des informatrices, leurs témoignages démontrent que la plupart d'entre elles ont vécu plutôt pauvrement. L'extrait suivant, tiré d'une entrevue avec la fille d'un tisserand, met en relief non seulement la pauvreté dans laquelle elle a vécu, mais aussi l'importance de la contribution de la mère à la survie familiale:

¹⁵Pour une revue détaillée du guide d'entrevue, voir Denyse Baillargeon, "Travail domestique et crise économique. Les ménagères montréalaises durant la crise des années trente" (Thèse de Ph.D. Université de Montréal, 1990), Annexe A, 419-25.

¹⁶Les familles de dix enfants et plus, qui ont souvent été présentées comme la norme chez les Québécois francophones de cette époque, ne représentent donc qu'une minorité de l'échantillon. Comme l'a fait remarquer Marie Lavigne, s'il est vrai que près de la moitié des Québécois et des Québécoises nés au tournant du siècle ont grandi dans une famille de plus de dix enfants, ceux-ci ont été enfantés par seulement 20 pour cent des femmes mariées nées vers 1887. Marie Lavigne, "Réflexions féministes autour de la fertilité des Québécoises," dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes famille et éducation dans l'histoire du Québec* (Montréal 1983), 324.

L'électricité, on l'a eue j'avais douze ans. On s'éclairait à la lampe. On avait une toilette dans la maison mais on n'avait pas de bain. On se baignait dans la cuve. On avait quatre appartements puis on vivait là-dedans sept enfants, le père puis la mère, neuf. On avait une grande chambre en arrière. Il y avait deux lits doubles; dans un des lits doubles il y avait trois filles, dans l'autre, il y en avait deux qui couchaient là. [...] le moulin à laver était en arrière de la porte de chambre puis on avait un bureau entre les deux lits. [...] Je ne sais pas comment maman a fait pour passer à travers. [...] On a beau faire des miracles, quand il y a pas d'argent qui rentre... Lui [son père], il s'en fichait. C'est maman qui fallait qui voit à ce qu'il y ait du charbon, du bois, du manger à la maison. Elle cousait dans du vieux pour qu'on ait des robes. La troisième, je vous dis qu'elle en a usé du vieux linge. [...] Mais on n'était pas malheureux; on connaissait pas mieux. [...] On a toujours eu du linge, on n'a jamais eu froid, on n'a jamais eu faim, puis on était toujours habillé convenablement.¹⁷

En général, les familles d'ouvriers non qualifiés, des journaliers et des manoeuvres se retrouvaient au bas de l'échelle des revenus. Mais les ouvriers qualifiés, souvent victimes du chômage saisonnier, ne bénéficiaient pas nécessairement de revenus annuels beaucoup plus élevés ou suffisants pour faire vivre une famille. Dans la majorité des cas, l'apport du travail des enfants était essentiel à la survie familiale et pour la plupart des informatrices, la fréquentation scolaire n'a représenté qu'une brève étape précédant leur intégration au marché du travail:¹⁸

On n'était pas riche, puis pas à l'aise. Ça prenait tout pour arriver. Dans ce temps-là, les salaires étaient pas gros. On s'est bien réchappés. On n'a jamais manqué de rien mais on pouvait pas dire qu'on était à l'aise. [...] Dans ce temps-là, le monde était pas riche. Ça commençait jeune à travailler. Ma soeur la plus vieille, je pense qu'elle a commencé à travailler à douze ans.(E29)

En fait, vingt-et-une des femmes interviewées avaient déjà cessé ou ont cessé de fréquenter l'école à l'âge de 14 ans tandis que cinq d'entre elles seulement ont

¹⁷Citation tirée de l'entrevue no 6. Les extraits tirés des entrevues seront dorénavant identifiés par un E suivi du numéro de l'entrevue auquel ils correspondent (dans ce cas, la référence se lirait E6). Pour une biographie succincte des répondantes, voir Denyse Baillargeon, "Travail domestique et crise économique," Annexe B, 426-33.

¹⁸Plusieurs auteurs ont déjà souligné la faible scolarisation des Québécois francophones et l'absence de toute législation rendant l'instruction obligatoire avant les années quarante. Outre la synthèse de Louis Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec*, 2 vol. (Montréal 1971), voir Thérèse Hamel, "Obligation scolaire et travail des enfants au Québec 1900-1950," *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38 1 (été 1984), 39-58; Dominique Jean, "Familles québécoises et politiques sociales touchant les enfants de 1940 à 1960: obligation scolaire, allocations familiales et travail juvénile" (Thèse de PhD, Université de Montréal, 1989). Au sujet de l'éducation des filles, voir l'ouvrage de Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, *Les Couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960* (Montréal 1986).

complété un programme d'étude. À l'exception de trois informatrices qui ont vécu sur une ferme jusqu'à leur mariage et d'une quatrième élevée par ses grands-parents relativement à l'aise, toutes les femmes de l'échantillon se sont donc retrouvées sur le marché du travail avant leur mariage. Quelques-unes ont occupé des emplois d'institutrices ou de commis, dans un bureau ou un magasin, mais la plupart ont travaillé comme domestiques et ouvrières.

Toutes ces femmes ont évidemment été socialisées en fonction des rôles de mères et d'épouses auxquelles elles étaient destinées mais les entrevues ont permis de constater que l'intégration hâtive des filles au marché du travail se faisait souvent au détriment de leur formation de ménagère. Le fait d'occuper un emploi laissait en effet moins de temps pour l'apprentissage des tâches ménagères plus complexes comme la cuisine et la couture. C'est ainsi que plusieurs informatrices, en particulier celles qui ont quitté l'école pour entrer immédiatement sur le marché du travail, constataient que leurs connaissances dans ces domaines était assez limitées et ont même affirmé qu'elles ne se sentaient pas vraiment prêtes à "tenir maison" lorsqu'elles se sont mariées: "Je me suis mariée sans [savoir] rien faire."(E23), disait l'une; "Quand je me suis mariée, j'avais jamais cousu, jamais fait à manger."(E24), expliquait une autre.¹⁹ En fait, un nombre relativement élevé de femmes, soit seize sur trente, ne savaient pas coudre au moment de leur mariage alors que la très grande majorité de leurs mères cousaient. Sept d'entre elles ne l'apprendront jamais, tandis que les neuf autres devront s'y mettre lorsque les contraintes d'un budget trop serré ne leur laisseront plus le choix. Certaines d'entre elles, qui ont dû apprendre par elles-mêmes, trouvaient difficile de devenir bonnes couturières:

J'étais pas une couturière à cent pour cent. Je cousais rien que pour mes enfants, mes plus jeunes là. [...] J'ai travaillé pour mes petits gars pour commencer parce que j'en avais deux de file... J'ai appris, mais je me suis accotée bien des fois sur ma machine puis j'ai pleuré bien des fois. J'étais découragée hein? Je savais pas comment m'y prendre et puis j'étais pas une personne pour aller demander beaucoup.(E23)

Comme on l'a déjà souligné, ces femmes se sont mariées entre 1919 et 1934. Plus précisément, treize d'entre elles se sont mariées entre 1919 et 1928, cinq en 1929, dix entre 1930 et 1932, et deux en 1933 et 1934. Mentionnons que deux des mariages célébrés après 1929 ont été devancés en raison d'une grossesse inatten-

¹⁹C'est sur la base de constatations semblables que les dames de la Fédération nationale Saint-Jean Baptiste décidaient de fonder des écoles ménagères. Voir Nicole Thivierge, *Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel* (Québec 1982), 122. Sur l'apprentissage du travail domestique, voir aussi Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle 1880-1940. Âges de la vie, maternité et quotidien* (Québec 1989), 67 à 107 et Lynn Jamieson, "Limited Resources and Limiting Conventions: Working-Class Mothers and Daughters in Urban Scotland," dans Jane Lewis, éd., *Labour and Love. Women's Experience of Home and Family 1840-1940* (Oxford 1986), 49-69.

due, tandis qu'une informatrice, mariée en 1933, a reporté le sien de trois ans parce que son fiancé était en chômage.

Les lieux et réseaux de rencontre entre jeunes gens, centrés sur le quartier ou le village, favorisaient une très grande endogamie géographique et sociale. Ainsi, dans vingt-deux cas sur trente, les conjoints provenaient du même quartier, de la même localité ou d'un quartier ou village voisins. De même, il n'existait guère de différences marquées de revenus et de niveau de vie entre les familles d'origine des conjoints; en fait, dans seize cas le père et le beau-père des informatrices exerçaient un métier ou occupaient un emploi similaire, tandis que dix-sept des couples étaient composés de salariés de même catégorie.²⁰ La plupart de ces couples étaient donc peu fortunés au moment de leur mariage et se sont établis avec un minimum de possessions: le trousseau de la mariée, les cadeaux reçus à l'occasion du mariage et un mobilier de deux ou trois pièces, acheté à crédit ou d'occasion, représentaient souvent leur seul patrimoine. L'absence d'épargne et la faiblesse des revenus ont d'ailleurs obligé dix-huit d'entre eux à cohabiter pour quelque temps avec des personnes apparentées, le plus souvent les parents du mari.

Si on examine plus en détail le statut occupationnel des conjoints juste avant le début de la Crise (ou au moment du mariage si celui-ci est survenu après 1929), on constate que la plupart étaient des ouvriers ou des petits salariés.²¹ Un seul n'avait pas d'emploi stable, tandis que les trois derniers possédaient un petit commerce (soit un salon de barbier, un restaurant de type "dépanneur" et deux voitures-taxis). Précisons toutefois que ce statut de propriétaire ne leur conférait pas un niveau de vie nécessairement supérieur aux salariés.

À l'exception de deux informatrices qui ne l'ont jamais su, les femmes se rappelaient fort bien du salaire de leur conjoint au moment du mariage. Selon leurs témoignages, cinq d'entre eux seulement gagnaient plus de 25\$ par semaine; quelques-uns faisaient aussi peu que 10\$ et plus de la moitié gagnaient moins de 20\$. Or, d'après les données du ministère fédéral du Travail, il fallait au Québec 20.18\$ par semaine en décembre 1929 et 14.29\$ en décembre 1933 — soit au plus fort de la Crise — uniquement pour couvrir les frais de nourriture, de chauffage, d'éclairage et de loyer, ces déboursés correspondant à environ 65% des dépenses nécessaires à une famille de cinq personnes.²² C'est donc dire qu'avant même que

²⁰ À propos de l'endogamie géographique et sociale chez la classe ouvrière montréalaise au début du siècle, voir Lucia Ferretti, "Mariage et cadre de vie familiale dans une paroisse ouvrière montréalaise: Sainte-Brigide, 1900-1914," *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39, 2 (1985), 233-251.

²¹ Onze étaient des ouvriers d'usine, tandis que les autres occupaient des emplois dans la construction (un briqueteur et deux journaliers), le commerce (employé barbier, employé boucher et livreur) et les services (deux employés d'entretien et un mécanicien d'automobiles). Chez les travailleurs non manuels, on retrouve un technicien de laboratoire, un cadre inférieur, deux commis-vendeurs et deux commis de bureau.

²² Québec, *Annuaire statistique*, 1930 et 1934, 400 et 426; Canada, ministère du Travail, *La Gazette du Travail*, février 1933, 249.

la Crise n'éclate ou ne vienne les affecter, la plupart de ces couples vivaient nettement en-dessous du seuil de la pauvreté. Cette mise au point est importante car elle suggère que même lorsque le principal pourvoyeur occupait un emploi, sa famille ne pouvait survivre sans une production domestique intensive et une gestion très serrée du budget, auxquels devaient souvent s'ajouter l'aide de la parenté et les gains provenant d'un travail rémunéré de la mère de famille.

Presque tous les hommes de l'échantillon ont été touchés d'une manière ou d'une autre par le chômage et le sous-emploi. Des trois propriétaires, par exemple, seul le barbier est parvenu à conserver son commerce, les deux autres ayant dû vendre avant de faire faillite. Sans liquidités pour payer leurs obligations et attendre des jours meilleurs, le ralentissement de l'économie les a brutalement ramené au rang de chômeur. Le sort qu'ils ont subi confirme donc que leur niveau de fortune n'était pas si éloigné de celui de la classe ouvrière dont ils dépendaient pour vivre.

Parmi les vingt-six salariés, seulement quatre n'ont subi aucune perte d'emploi ou de salaire. Quatre ont vu leur semaine de travail amputée d'une ou de plusieurs journées et trois autres, sans diminution d'heures de travail, ont vu leur salaire baisser jusqu'à 20 pour cent. Sept sont restés sans emploi stable pendant plus de trois ans, six pour une période variant entre un et deux ans et un dernier, plus chanceux, pour quelques mois seulement. Deux autres informatrices — y compris celle dont le mari ne travaillait pas au moment de son mariage — ont dû avoir recours à l'assistance de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou au secours direct parce que leur conjoint refusait de pourvoir à leurs besoins. En tout, quinze des couples ont vécu des allocations de secours et deux ont choisi la solution du retour à la terre.

Même si les salaires de ces hommes étaient largement insuffisants avant la Crise, il ne fait aucun doute que la situation financière de la plupart des familles de l'échantillon s'est encore détériorée durant les années trente. L'échelle des allocations établie par la ville de Montréal fixait en effet à 36.88\$ par mois en été et à 39.48\$ en hiver, les montants octroyés pour couvrir les dépenses de nourriture, de combustible, de loyer et de vêtements de cinq personnes; ces montants représentaient à peine la moitié de la somme considérée comme le minimum vital par le ministère fédéral du Travail.²³ De toute évidence, les familles des chômeurs ne pouvaient subsister avec ces seules allocations; pour combler leurs besoins, elles ont dû recourir à des stratégies qu'elles connaissaient déjà ou qu'elles ont été forcées d'adopter. Reste à savoir dans quelle mesure celles-ci reposaient sur le travail des ménagères et jusqu'à quel point la Crise s'est répercutée sur leur travail. Pour ce faire, nous examinerons successivement les principales composantes du travail des femmes à l'intérieur de la famille, à savoir: la maternité, le travail rémunéré et la division sexuelle du travail entre les conjoints, et finalement l'administration du budget et les tâches ménagères proprement dites. Nous nous

²³Marsh, *Canadians in and out of Work*, 193.

attarderons également sur les autres stratégies utilisées par les familles pour surmonter leurs difficultés économiques, plus particulièrement les réseaux d'entraide à l'intérieur de la parenté et du voisinage et le recours au crédit.

Travail domestique et économie familiale durant les années trente

La maternité

POUR LES FEMMES interviewées, la maternité représentait l'objectif premier du mariage et de l'exercice de leur sexualité, ce qui n'est guère étonnant compte tenu du discours clérical et médical de l'époque.²⁴ Comme l'exprimait l'une d'elles: "C'était une vie d'avoir des enfants." (E24) Dans les faits toutefois, la responsabilité quotidienne des soins et de l'éducation des enfants est souvent devenue très lourde à porter, surtout quand les ressources financières faisaient défaut. Après deux ou trois grossesses, la plupart des femmes admettaient qu'elles auraient souhaité voir s'espacer les naissances et, malgré les prescriptions de l'Église catholique, plusieurs couples n'ont pas hésité à utiliser les moyens pour y parvenir. Au total, les 28 femmes fécondes de l'échantillon²⁵ ont eu en moyenne cinq enfants (naissances vivantes), soit environ deux de moins que leur mère. Notons que ce chiffre camoufle toutefois de larges écarts puisque cinq d'entre elles ont eu plus de huit enfants — dont trois plus de dix — alors que six en ont eu moins de trois. Le plus souvent, soit dans onze cas sur vingt-huit, elles ont eu entre trois et cinq enfants. Le nombre des grossesses est toutefois un peu plus élevé: il s'établit à 6.3 pour l'ensemble des femmes fécondes.

Quinze des couples féconds, soit plus de la moitié, ont cherché à contrôler leur fertilité. Le recours à la contraception n'est évidemment pas étranger au contexte économique des années trente puisque la majorité de ces couples ont vécu, durant des périodes plus ou moins prolongées, des secours directs ou ont eu à subir des baisses de revenus. Toutefois, les entrevues ont fait ressortir la complexité des motivations à la base des comportements démographiques et l'absence d'une adéquation automatique entre famille restreinte et utilisation de moyens contraceptifs. Ainsi, peu de femmes ont invoqué uniquement des raisons économiques pour justifier leur décision d'avoir moins d'enfants; à côté de ce type d'argument, la charge de travail que représentait une famille nombreuse et le désir de faire instruire

²⁴Ces prescriptions ont fait l'objet de nombreux écrits. Voir à ce propos Andrée Lévesque, *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres* (Montréal 1989).

²⁵Deux des femmes de l'échantillon n'ont pas eu d'enfants. Leurs témoignages sont toutefois apparus dignes d'intérêt non seulement parce que cette situation est représentative d'un pourcentage non négligeable de la population, mais aussi parce qu'ils ont permis d'en apprendre un peu plus sur l'expérience des femmes sans enfant. L'une d'elles a finalement adopté une fille après neuf ans de mariage, tandis que l'autre, fortement sollicitée pour aider des membres de sa famille, a également élevé une de ses nièces.

et d'accorder suffisamment d'attention à chacun d'eux étaient presque invariablement mentionnés. L'extrait suivant illustre bien la variété des raisons mentionnées par les femmes:

Je me suis dit le Bon Dieu m'envoie des enfants mais je ne veux pas qu'ils souffrent plus tard. Les grosses familles ont toujours de la misère. Dans ça, il y en a toujours qu'on oublie, on dirait sans le faire exprès. Alors j'ai dit on va éviter ça. On a décidé ça nous deux. Parce que mon mari faisait un tel salaire, puis j'ai dit moi je voudrais les faire instruire. C'est ça qui m'a manqué. J'ai bien souffert de pas pouvoir continuer mes études. [...] Alors j'ai dit les miens, s'ils veulent étudier ils vont étudier et je vais les aider et c'est ce que j'ai fait. Faut planifier. J'ai dit j'aime mieux avoir une petite famille puis être capable de leur donner ce qu'ils ont besoin. C'était l'instruction que je regardais pour plus tard. (E16)

Même chez les couples qui ont eu recours à des méthodes contraceptives, le nombre de grossesses et d'enfants était souvent assez élevé comparativement à nos critères actuels. Ainsi, neuf des femmes qui affirmaient avoir utilisé des moyens contraceptifs ont eu au moins cinq grossesses et six ont eu cinq enfants et plus, sans qu'il s'agisse nécessairement "d'accidents".²⁶ Toutefois, elles ont eu en moyenne deux enfants de moins que les autres (soit quatre enfants plutôt que six) et ont mis quatre ans de moins à constituer leur famille. Celles qui n'ont pas eu recours à des moyens contraceptifs ont eu 7.5 grossesses, tandis que celles qui ont tenté de limiter la taille de leur famille en ont eu 5.4.

Enfin, il convient de préciser que plusieurs couples, également aux prises avec de graves difficultés financières, que ce soit ou non en raison du chômage, n'ont pas jugé bon de limiter le nombre de leurs enfants ce qui tend à démontrer qu'un bas niveau de revenu ne constitue pas toujours une incitation suffisante pour contrôler les naissances. Un certain fatalisme, attribuable tout autant à l'ignorance en matière de contraception qu'à l'intériorisation des valeurs religieuses, l'origine rurale des conjoints et un nombre élevé d'enfants dans leur famille d'origine constituaient autant de facteurs qui pouvaient les amener à avoir une famille nombreuse en dépit d'une situation économique précaire: "Je m'imaginai que c'était tout comme ça vu qu'on était une grosse famille." (E22), affirmait l'une d'elles; "Il n'y avait rien, t'entendais parler de rien pour empêcher la famille. C'est dur physiquement d'être enceinte mais on peut pas faire autrement. Des fois tu y pensais; si j'avais de quoi... Il y en a qui avaient des méthodes qu'ils ont dit mais je l'ai su après" (E3), expliquait une autre; "Il n'était pas question d'empêcher la famille; c'était la loi de l'Église. Fallait avoir des enfants" (E29), soutenait une troisième. Il faut aussi souligner que les couples qui entretenaient des rapports

²⁶ Dans son enquête pourtant menée au début des années soixante, Colette Carisse a constaté que ce n'est qu'à partir de cinq, et plus souvent six ou même sept, que l'on fixe le nombre d'enfants qui constituent une famille nombreuse. Colette Carisse, *Planification des naissances en milieu canadien-français* (Montréal 1964), 57.

fondés uniquement sur l'autorité du mari et où toute discussion entre les conjoints avait été évacuée étaient évidemment moins susceptibles de contrôler leur fertilité compte tenu de la nécessaire collaboration que cela supposait. En effet, les moyens utilisés, condom dans trois cas et coït interrompu dans huit cas sur quinze, obligeaient les femmes à s'en remettre à leur mari.²⁷ La méthode Ogino-Knauss, basée sur le calcul du cycle menstruel et utilisée par les autres couples, ne nécessitait pas moins sa collaboration.

Ainsi, le contexte économique des années trente et l'acceptation de nouvelles valeurs en matière d'éducation des enfants, ont favorisé l'adhésion de plusieurs couples de l'échantillon à l'idéal d'une famille restreinte mais mieux adaptée aux ressources disponibles. On peut donc dire qu'au niveau de la maternité, la Crise est en partie responsable d'une diminution de la charge de travail de certaines femmes. Il faut toutefois souligner que dans le climat religieux de l'époque, la décision de recourir à la contraception représentait pour ces femmes un véritable cas de conscience. Même convaincues de la logique de leur décision, la plupart d'entre elles se sentaient coupables de transgresser les règles de l'Église et continuaient de s'en confesser, au risque de se voir refuser l'absolution, ce que plusieurs ont d'ailleurs expérimenté:

Oui madame, se faire refuser l'absolution, oui, ça m'est déjà arrivé. Je ne m'en repens pas parce que je me suis servi de ma tête. J'avais pour mon dire que les prêtres étaient là pour nous renseigner mais ils n'étaient pas là pour les élever. Puis dans ce temps là, c'était dur. Alors si on voulait donner du bien-être à nos enfants, fallait se servir de notre tête. [...] Vous savez, les femmes se sentaient toutes coupables parce que dans ce temps-là il y avait des retraites, puis quand on suivait les retraites, — j'ai tout suivi ça — on allait en enfer. On avait un soir dans la semaine là, bien on allait chez le diable direct. Alors on sortait de là ébranlée vous savez. Puis là, bien le jour, on faisait notre petite besogne puis on pensait à tout ça. Mais moi, je me suis toujours dit, c'est le Bon Dieu qui est juge de ça. Si je suis coupable, il y a quelque chose qui arrivera.(E16)

De leur côté, celles qui n'ont pas cherché à contrôler leur fertilité et qui ont eu à affronter des conditions économiques particulièrement difficiles, vivaient leurs grossesses dans l'angoisse et le découragement de ne pouvoir fournir à leurs enfants tout le nécessaire: "Il a travaillé jusqu'en 33.... Après il y avait plus de construction. Puis les petits arrivaient tous les ans. Ça c'est dur ça. Fallait faire manger ça hein? Quand l'homme travaille pas...."(E12)

²⁷ Ces méthodes étaient semble-t-il les plus couramment employées partout au Canada. Selon Angus McLaren et Arlene Tigar McLaren, la baisse du taux de natalité enregistrée au cours des années vingt et trente est dû non pas à la diffusion de nouveaux moyens contraceptifs, comme ceux basés sur le calcul du cycle menstruel dont le fonctionnement a été compris dans les années vingt, mais à l'utilisation plus large de ces méthodes traditionnelles. Angus McLaren et Arlene Tigar McLaren, *The Bedroom and the State. The Changing Practices and Politics of Contraception and Abortion in Canada, 1880-1980* (Toronto 1986), 22.

Que le couple ait eu recours ou non à la contraception, les témoignages laissent entendre que la maternité représentait davantage une source d'anxiété que de joie pour ces femmes. Rien d'étonnant si on songe que ce sont surtout les femmes qui avaient à supporter les conséquences des décisions du couple en cette matière. Ainsi, même si les moyens contraceptifs utilisés impliquaient davantage les hommes, ce sont les femmes qui se sentaient le plus coupable et qui étaient le plus sévèrement blâmées par l'Église. En tant que gestionnaires et responsables du bien-être de la famille, ce sont aussi les femmes qui avaient la charge de nourrir et vêtir la famille, tâche d'autant plus difficile que les besoins dépassaient les ressources financières disponibles.

Travail rémunéré et division sexuelle du travail

SI PLUSIEURS COUPLES ont accepté de transgresser les interdits religieux pour réduire la taille de leur famille, ils ont généralement refusé d'envisager un nouveau partage des rôles à l'intérieur du couple, et ce, même si leurs conditions économiques s'étaient passablement dégradées. Ceci dit, on doit toutefois préciser que même avant la Crise, la division sexuelle du travail à l'intérieur de la famille ne respectait pas toujours scrupuleusement le modèle pourvoyeur-ménagère. Certes, au moment du mariage, il était entendu que les femmes abandonnaient leur emploi pour s'occuper de la maison et des enfants, tandis que leur conjoint travaillerait à l'extérieur du foyer pour apporter l'argent nécessaire au ménage: "Dans ce temps-là, quand on se mariait, on arrêtait de travailler. Il n'était pas question... C'était une chose qui était normale, du moment qu'on se mariait, on ne travaillait pas."(E8) Dans les faits toutefois, dix-huit des femmes de l'échantillon travaillaient contre un salaire ou une rémunération au cours des années vingt et trente. Cinq d'entre elles ont occupé un emploi à l'extérieur de leur foyer; les autres ont exercé une ou plusieurs activités salariées ou rémunérées à domicile: faire de la couture ou des lessives, garder des pensionnaires, s'engager comme femme de ménage, gérer un petit commerce, vendre de la pâtisserie-maison sont au nombre des activités les plus souvent rencontrées. La faiblesse des salaires de leur conjoint a toutefois fait en sorte que la plupart ont commencé à contribuer financièrement à l'économie familiale avant même que leur mari ne soit victime du chômage ou ne subisse des baisses de salaire:²⁸

Il gagnait dix piastres par semaine. On venait pas à bout. Moi je travaillais. Je cousais pour le monde, je tricotais, puis je faisais tout joindre les deux bouts. [...] Je faisais de la

²⁸Veronica Strong-Boag constate le même phénomène pour les Canadiennes anglaises durant l'entre-deux-guerres: "The incorporation of paid work into domestic routines appeared relatively common place in both the 1920s and 1930s, a good index of how tough times were not restricted to the Great Depression," Veronica Strong-Boag, *The New Day Recalled. Lives of Girls and Women in English Canada, 1919-1939* (Toronto 1988), 125.

couture, du tricot pour le monde, des petites robes; je tricotais des bas, des mitaines, je nattais des tapis: 15¢ pour des mitaines tricotées, 35¢ pour des bas, 1.25\$ pour un tapis natté, c'était pas une fortune. Seulement que pour moi là, ça m'aidait beaucoup (E22).

Selon leurs témoignages, trois informatrices seulement ont cherché une source de revenus spécifiquement parce que leur mari était en chômage total ou partiel. Par contre, neuf conjoints ont perdu leur emploi pour des périodes allant de plusieurs mois à plusieurs années sans qu'il ait été question que leur femme ne cherche à gagner de l'argent. Plusieurs raisons ont été invoquées pour justifier ce qui peut apparaître comme un paradoxe: le nombre d'enfants à charge, l'impossibilité de trouver du travail même à domicile mais aussi l'opposition du mari revenaient souvent simultanément dans les témoignages des informatrices, laissant deviner une grande ambivalence. On constate en fait une certaine réticence, autant de la part des femmes que de celle de leur conjoint, à provoquer un renversement des rôles incompatible avec les normes socialement définies et acceptées:²⁹ "J'aurais voulu aller travailler, affirmait une d'elles, il (son mari) ne voulait pas que j'aie. Les enfants étaient trop jeunes, d'abord, je ne pouvais pas les laisser. Dans ce temps-là, on ne laissait pas les bébés."(E20) Ainsi, la présence d'enfants en bas âge semblait présenter un obstacle majeur au travail salarié des femmes, même si le père, alors en chômage, aurait été disponible pour en assurer la garde. La plupart de ces femmes ont également affirmé qu'il n'y avait pas de travail disponible sans qu'elles en aient véritablement cherché:

Il y avait pas plus d'ouvrage pour les filles qu'il y en avait pour les hommes dans le temps... Puis moi qui n'avais jamais travaillé,³⁰ je vous dis que j'aurais été bien en peine d'aller me chercher de l'ouvrage aussi. C'était la timidité. Peut-être que si j'avais eu plus de front, j'aurais pu me placer quelque part. Des fois je me dis ça. Mais ma belle-mère avait jamais travaillé en dehors. Puis moi, je sais pas si je me sentais pas obligé de faire comme elle.(E19)

En fait, chez ces neuf couples, la femme n'avait jamais contribué financièrement à l'économie familiale avant que le mari ne perde son emploi; dans leur cas, la division sexuelle du travail était intégrée de manière si rigide qu'elle l'a emportée sur la nécessité de trouver de nouvelles sources de revenus.

Quand on examine de plus près le cas des cinq femmes qui ont travaillé à l'extérieur du foyer, on constate que deux seulement sont devenues principal soutien de famille et qu'un seul de ces deux conjoints avait complètement cessé de travailler à ce moment-là. En outre, elles avaient au maximum deux enfants et une

²⁹À propos de l'impossibilité de renversement des rôles durant la Crise, voir Mirra Komarovsky, *The Unemployed Man and his Family* (New York 1971) et Ruth Milkman, "Women's Work and Economic Crisis: Some Lessons of the Great Depression," *Review of Radical Political Economics*, 8 (1976), 85.

³⁰En réalité, cette informatrice a enseigné pendant un an avant son mariage mais elle ne semblait pas considérer qu'il s'agissait là d'un véritable emploi.

autre personne que leur mari en prenait soin même lorsqu'il aurait eu du temps libre pour le faire. C'est donc dire que l'interchangeabilité des rôles, dans les rares cas où elle a eu lieu, s'est fait plutôt à sens unique. De leur côté, les femmes qui exerçaient déjà une ou plusieurs occupations rémunérées à domicile avant la période de chômage de leur conjoint ont continué et même intensifié leur travail lorsque ce fut possible.³¹ Mais aucune d'entre elles n'a même songé à remplacer le travail à domicile par un travail à l'extérieur, ce que de leur propre aveu, leur conjoint n'aurait pas toléré: "J'ai cousu pour les autres, pour faire des revenus pour ma maison dans le temps de la Crise. J'ai aidé beaucoup mon mari; il faisait son possible et moi aussi", affirmait une informatrice. Mais quand on lui demandait si elle avait envisagé la solution du travail salarié, elle répondait: "Mon mari ne m'aurait pas laissé faire, non."(E5)

L'inactivité due au chômage n'a pas non plus amené une plus grande participation des hommes aux tâches ménagères. De la même façon que les femmes n'ont pas cherché à remplacer leur conjoint comme principal pourvoyeur, ceux-ci ne s'occupaient pas davantage des travaux ménagers, sauf pour exécuter des tâches qu'ils accomplissaient déjà, le cas échéant, comme faire des courses, s'occuper des enfants, laver les planchers. Selon les informatrices, la plupart d'entre eux passaient quand même la majeure partie de leur temps hors de la maison, afin de trouver du travail et de toute façon, la plupart des femmes interviewées considéraient la maison comme leur domaine; même si leur mari était sans travail, elles n'ont sollicité aucune aide supplémentaire de leur part:

Ah! non, jamais, jamais les hommes dans ce temps-là auraient travaillé dans la maison. J'aurais pas voulu qu'il m'aide non plus. J'aimais à faire ma petite affaire moi-même. On était toutes de même les femmes dans ce temps-là. J'étais matinale puis mon ouvrage était toujours faite à temps et puis j'avais pas besoin de me faire aider.(E29)

Ainsi, si on peut affirmer que la Crise n'a pas bouleversé la division sexuelle du travail à l'intérieur de la famille, il faut comprendre par là qu'elle n'a pas modifié la répartition des rôles et des responsabilités qui prévalait déjà entre les conjoints, ce qui ne veut pas dire que cette dernière était strictement fondée sur le modèle pourvoyeur-ménagère. Comme on l'a vu, le travail salarié et rémunéré des femmes mariées était loin d'être marginal, même si en majorité il se pratiquait à domicile, à l'abri des regards et des statistiques. À cet égard, les témoignages ont permis d'étayer ce que plusieurs soupçonnaient déjà, à savoir qu'un nombre élevé de femmes contribuaient financièrement à l'économie familiale, en plus d'assumer les autres responsabilités inhérentes à leur fonction de ménagère.

Il a toutefois été très difficile d'établir la proportion des gains des femmes par rapport à l'ensemble des revenus des ménages car les informatrices ne se rap-

³¹Ce qui ne l'était pas toujours; en période de crise économique, bien des couturières ont perdu une partie de leur clientèle privée par exemple.

pelaient plus très bien des sommes qu'elles gagnaient. Il faut dire que les montants qu'elles recevaient variaient énormément en fonction des tarifs qu'elles exigeaient et de la clientèle qui avait recours à leur service (si elles travaillaient à leur compte par exemple), ou encore de la quantité de travail qu'elles effectuaient pour leur employeur dans une semaine donnée: "C'était un surplus; ça ne me faisait pas un revenu stable,"(E22) expliquait l'une d'elles. Des renseignements partiels permettent toutefois d'affirmer que ces gains pouvaient osciller entre trois et dix dollars par semaine; dans certains cas, ils pouvaient donc représenter jusqu'à 50 pour cent du salaire du conjoint, ce qui est loin d'être négligeable. Cette contribution financière des femmes était d'autant plus importante qu'elle pouvait faire la différence entre vivre au-dessous et juste un peu au-dessus du seuil de pauvreté et éviter l'endettement:.

C'était pas le diable payant mais seulement ça me faisait un petit revenu au bout de la semaine.... Quand [mon mari] en avait pas assez, bien c'était moi qui en payais, j'en mettais pour payer le loyer, ou bien donc pour acheter du linge pour les enfants. [...] Peut-être qu'on n'aurait pas eu besoin, mais on aimait mieux [en avoir] plus que pas en avoir assez. Ça fait que de même, on se faisait pas de dettes. [...] Quand je travaillais et que je faisais quatre, cinq piastres, sept, huit piastres par semaine, bien j'avais ça en surplus: ça dépendait.(E17)

Administration du budget et tâches ménagères

SELON UNE TRADITION bien enracinée dans la classe ouvrière, au Québec comme ailleurs, ce sont aussi les femmes qui avaient le plus souvent la responsabilité d'administrer le budget.³² Malgré les sommes additionnelles provenant de leur travail, les revenus dont elles disposaient étaient généralement très bas car ces suppléments venaient le plus souvent s'ajouter aux salaires les moins élevés. Joindre les deux bouts représentait donc un véritable tour de force auquel se trouvaient confrontées la majorité des femmes de l'échantillon. Pour y parvenir, elles se donnaient un ordre de priorité très strict auquel elles tentaient de se conformer coûte que coûte. En tête de liste de leurs priorités venaient les dépenses incompressibles comme l'électricité et le loyer, perçues comme des dettes qu'elles se faisaient un devoir d'acquitter. Le reste de l'argent servait à payer d'abord la nourriture, puis le combustible et, ultimement, les dépenses liées à l'habillement, au transport, aux assurances et aux loisirs, s'il restait quelques sous disponibles. Fort peu avaient les moyens d'accumuler des épargnes.

Surveiller les prix, n'acheter que le strict nécessaire, ne rien gaspiller, ne pas s'endetter sont les mots d'ordre qui revenaient constamment dans leurs

³²Meg Luxton, *More than a Labor of Love. Three Generations of Women's Work in the Home* (Toronto 1980), 161-99; Strong-Boag, *The New Day Recalled*, 133-44; Elizabeth Roberts, *A Woman's Place. An Oral History of Working-Class Women, 1850-1940* (Oxford 1984), 125-68; et Pat Ayers et Jan Lambert, "Marriage Relations, Money, and Domestic Violence in Working-Class Liverpool, 1919-39," dans Lewis, *Labour and Love*, 195-219.

témoignages lorsque les femmes parlaient de leur administration: "J'ai jamais gaspillé rien."(E1); "Toutes les "cennes" étaient comptées."(E2); "Bien savez-vous on n'achetait rien qu'on avait pas besoin. On gaspillait pas rien."(E26) En contrepartie, cela signifie qu'elles s'adonnaient à un travail domestique intensif, avec des appareils ménagers peu performants et dans des conditions de logement trop souvent inadéquates. Sur un poêle à bois ou au charbon, qui servait en même temps au chauffage, elles cuisinaient tous leurs plats, depuis les soupes jusqu'aux pâtisseries, en passant par les marinades, les conserves et les confitures. Celles qui avaient appris à coudre confectionnaient la plupart des vêtements, du moins pour leurs enfants, souvent dans de vieux vêtements qu'elles retailaient. La plupart cousaient tout le linge de maison, c'est-à-dire les draps, les nappes, les torchons, les couvre-lits et les rideaux. Presque toutes les femmes possédaient d'ailleurs une machine à coudre, ne serait-ce que pour réparer les vêtements déchirés ou décousus. Cet achat, plus rentable puisqu'il représentait une source d'économies, a souvent précédé celui d'une machine à laver et a fait en sorte que la plupart ont attendu l'arrivée du deuxième ou du troisième enfant avant d'en faire l'acquisition. Malgré l'absence de cette commodité, très peu utilisaient les services des buanderies commerciales et aucune n'a eu recours à ce type de service sur une base régulière, ce qui signifie que presque toutes ces femmes ont lavé durant des périodes plus ou moins longues avec une planche à laver, dans une cuve ou dans la baignoire si le logement en contenait une.

Les sommes qu'elles pouvaient consacrer au loyer, entre 12\$ et 18\$ par mois environ, les restreignaient à des logements de piètre qualité, c'est-à-dire mal éclairés, mal isolés, pourvus de planchers faits de bois mou difficiles d'entretien, et parfois même infestés de blattes ou de rats.³³ Tous ces logements étaient raccordés à l'aqueduc municipal et au réseau d'électricité mais rarement au réseau de gaz; moins de la moitié des informatrices ont toujours habité des logements pourvus d'une baignoire et la très grande majorité ne pouvaient se permettre d'acheter ou de louer un chauffe-eau. L'insuffisance des revenus faisait aussi en sorte que les familles devaient souvent se contenter de logements trop petits, quitte à sacrifier le salon pour en faire une chambre à coucher supplémentaire. Il arrivait même que certains des enfants dorment dans la cuisine ou dans le corridor sur un lit pliant qu'il fallait quotidiennement installer et démonter.

Cette brève description révèle que pour ces femmes, l'administration du budget familial s'avérait une préoccupation quasi obsédante, tandis que le travail ménager représentait une tâche lourde, physiquement harassante, qu'elles devaient

³³Il en coûtait de 25\$ à 40\$ par mois en janvier 1929 pour un logis de six pièces avec appareils sanitaires et entre 18\$ et 33\$ en janvier 1933. Un logement de six pièces, sans commodités modernes ou avec commodités incomplètes, coûtait entre 16.00\$ et 25.00\$ par mois en 1929 et entre 15.00\$ et 18.00\$ par mois en 1933 (Canada, ministère du Travail, *La Gazette du travail*, février 1929, 256 et février 1933, 257).

accomplir dans des conditions difficiles, sans toujours disposer des commodités nécessaires. Face au chômage et au sous-emploi, on peut également affirmer que leur marge de manoeuvre était bien mince compte tenu des prestations qu'elles fournissaient déjà à leur famille. En fait, leur production domestique englobait une telle gamme de produits et services que lorsque la Crise survint, il leur a été difficile d'ajouter de nouvelles tâches à celles qu'elles effectuaient déjà. Contrairement aux femmes des classes moyennes qui ont pu substituer leur propre travail à l'achat de biens de consommation, notamment les vêtements et certains aliments, la majorité des femmes interviewées n'avaient pas encore accédé à la consommation de masse et ne pouvaient donc pas retourner à des pratiques qu'elles n'avaient jamais abandonnées.³⁴ Au contraire, le manque de revenus et les maigres allocations du secours directs les ont parfois forcées à renoncer à certaines pratiques comme par exemple la confection des marinades, des conserves et des confitures qui nécessitent des achats en grosse quantité, ce qu'elles ne pouvaient plus se permettre: "On n'avait pas d'argent pour acheter rien. Comment voulez-vous qu'on achète tout pour faire du ketchup, puis des affaires comme ça. On avait une ration de sucre; pour faire des confitures ça prend bien du sucre; on n'en faisait pas."(E19) Par contre, il ne fait aucun doute que les diminutions de salaire, et plus encore la faiblesse des allocations versées par le secours direct, compliquaient sérieusement leur approvisionnement, de même qu'elles ont entraîné une détérioration ou à tout le moins un retard dans l'amélioration de leurs conditions de travail.

En matière de nourriture plus particulièrement, le manque d'argent voulait dire la recherche constante de nouvelles sources d'économies qui se traduisaient trop souvent par une baisse notable dans la quantité et dans la qualité des produits achetés. Afin d'obtenir de la viande à meilleur compte, certaines par exemple ont commencé à s'approvisionner directement à l'abattoir plutôt qu'à l'épicerie du quartier, ce qui impliquait de plus longs déplacements: "Dans ce temps-là vous pouviez acheter votre viande, c'était 25 livres pour 99¢, je pense, qu'on payait; il y avait des os pour la soupe, toutes sortes de choses: de la saucisse, du boudin, pas ce qu'il y avait de plus cher, imaginez pas, mais on avait un gros montant pour 99¢."(E19) D'autres se présentaient chez leur boucher le samedi, juste avant l'heure de fermeture des magasins, c'est-à-dire tard en soirée,³⁵ profitant du fait que plusieurs épiciers ne possédaient pas de réfrigérateur et préféraient liquider leur stock plutôt que de risquer de perdre leur marchandise en l'entreposant jusqu'au lundi matin. D'autres encore se procuraient des fruits et des légumes soldés ou même donnés parce que défraîchis ou partiellement gâtés, quitte à prendre un peu plus de temps pour les préparer: "Il y avait bien du travail à faire comme de raison. Des fois, c'était "attaqué" un petit peu. Mais tant qu'on voyait que c'était man-ge-

³⁴À propos des alternatives qui s'offraient aux femmes des classes moyennes, voir Ruth Milkman, "Women's Work and Economic Crisis"; Susan Ware, *Holding their Own. American Woman in the Twentieth Century* (Boston 1982), 1-20.

³⁵Rappelons que plusieurs commerces fermaient à 23 heures le samedi à cette époque.

able..."(E5); "Pour les légumes, mon mari allait au marché Bonsecours. Les habitants en jetaient pas mal; ce qui était bon, mon mari l'emportait à la maison puis on le mangeait. [...] Fallait se déprendre!"(E25) Contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre; les informatrices ne sont toutefois pas retournées à la fabrication-maison du pain. De fait, une seule informatrice a tenté d'en faire à trois ou quatre reprises, mais comme elle l'expliquait, c'était long et compliqué, sans compter que son inexpérience augmentait les risques de gaspillage. Il était plus économique d'aller en chercher directement à la manufacture, à la fin de la journée, lorsque les camions de livraison revenaient de leur tournée avec les stocks invendus que les compagnies acceptaient de solder:

Le retour des *runs* de pain à 4 heures dans l'après-midi, on allait là. Pour 25¢, ils nous remplissaient une tête d'oreiller de pain. Vous voyiez passer le monde là, je les voyais passer au coin de la rue, ils s'en allaient tous avec une taie d'oreiller pliée en dessous du bras; d'autres c'était des sacs, ils s'en allaient tous chez M(E20)

Avec des ingrédients de moins bonne qualité, il fallait une bonne dose d'ingéniosité pour en faire des repas appétissants et varier les menus, ce qui n'était pas toujours possible: "Je faisais de la sauce blanche avec des patates, de la sauce blanche avec des oeufs, de la sauce blanche avec des petites fèves, de la sauce blanche au saumon. On a mangé pas mal de colle!"(E25)³⁶ Malgré toutes les stratégies utilisées, plusieurs informatrices ont dû souvent se contenter de pain sec ou de tartines de moutarde ou de sucre, ou se sont carrément privées de nourriture des journées entières pour en laisser à leurs enfants: "On se faisait du spaghetti, tu sais des affaires qui étaient le meilleur marché puis le plus profitable. Mais c'était pas pour dire être bien nourris. [...] C'était pour dire qu'on avait de quoi à manger puis bien des fois fallait le laisser aux enfants."(E27) Au niveau de l'alimentation, la Crise a donc compliqué la tâche des ménagères autant dans l'approvisionnement que dans la confection des plats mais plus grave encore, elle a aussi obligé un nombre important d'entre elles à se contenter d'une diète totalement inadéquate.³⁷

En période de chômage, les achats de vêtements et même de tissu ont évidemment été les premiers à être coupés: "On s'habillait pas fort." (E6) ont déclaré en substance plusieurs informatrices. Les femmes, mais aussi leurs conjoints, usaient leurs vieux vêtements durant de longues années afin de consacrer le peu de ressources disponibles pour habiller les enfants qui grandissaient et dont la

³⁶Cette sauce blanche était faite à base d'eau et de farine, ingrédients également utilisés pour fabriquer de la colle à papier-peint.

³⁷Marjorie Spring Rice a également constaté que les femmes de la classe ouvrière anglaise se privaient davantage que les hommes et les enfants lorsque les revenus étaient insuffisants pour nourrir et vêtir convenablement toute la famille: "Naturally they suffer [...] from the lack of sufficient foods and clothes [...] but it is undoubtedly true that even in these respects the mother will be the first to go without." Marjorie Spring Rice, "Working-Class Wife," dans Ellen Malos, *The Politics of Housework* (New York 1980), 96.

garde-robe devait être renouvelée. Deux des femmes interviewées qui n'avaient jamais cousu auparavant ont commencé à coudre pour leurs enfants spécifiquement en raison de la Crise:

C'est là que j'ai appris à coudre parce que les enfants je les habillais tout fait en premier; mais après, j'étais plus capable. [...] Fallait coudre dans le vieux pour en faire du neuf. Je défaisais du vieux pour faire du neuf. Moi j'appelle ça de même. Le monde me donnait du linge; je le défaisais et j'en faisais pour les enfants. C'est comme ça que j'ai appris à coudre. J'avais pas de machine à coudre; j'allais coudre chez ma mère. Mon mari gardait les enfants le soir et moi j'allais coudre chez ma mère. [...] Seulement, ils étaient bien habillés les enfants; le monde me donnait du bon, pas de la guenille. (E12)

Dans la plupart des cas toutefois, les femmes qui ne savaient pas coudre ont eu plutôt recours à leur parenté ou aux ouvriers de l'Armée du Salut ou de la Saint-Vincent-de-Paul.

La moitié des informatrices a dû déménager dans un logement moins cher, c'est-à-dire plus petit, moins confortable et moins bien équipé, spécifiquement à cause d'une baisse de revenu consécutive au chômage ou au sous-emploi de leur conjoint.³⁸ À ce chapitre, la Crise a donc souvent obligé les femmes à renoncer au peu de confort et de commodités qu'elles avaient. Si toute la famille a évidemment souffert de la dégradation de ses conditions de logement, ce sont les femmes pour qui la maison représente à la fois leur lieu de travail et de vie, qui s'en trouvaient le plus affectées. Soulignons également que pour les femmes, l'installation dans un nouveau logement représentait un surcroît de travail: non seulement il fallait trouver le nouveau logis, emballer et déballer tous les effets de la famille, mais il fallait aussi nettoyer de fond en comble, et si on en avait les moyens, repeindre ou retapisser, coudre de nouveaux rideaux, etc.

³⁸Le nombre des déménagements à Montréal était effectivement en hausse constante durant les premières années de la Crise: 54,000 en 1930, 55,000 en 1931, 65,000 en 1932 et près de 82,000 en 1933 selon les données fournies par la Montreal Light Heat and Power (*La Patrie*, 17 avril 1931, 3 et 17 avril 1933, 3). De plus, la situation économique a fait en sorte que la plupart des familles étaient à la recherche de logements à prix modiques. C'est ainsi que les meilleurs logements restaient vacants tandis qu'on constatait une surpopulation dans les vieux logements. À ce propos voir Marc Choko, *Les crises du logement à Montréal* (Montréal 1980), 109. Mentionnons cependant que deux des couples de l'échantillon ont pu accéder à la propriété grâce au coût dérisoire de certaines maisons vendues pour la valeur des taxes impayées. Par contre, un troisième couple, qui avait fait l'achat d'une maison grâce à un petit héritage peu avant le début de la Crise, a été obligé de s'en départir parce que leurs locataires en chômage ne payaient pas leur loyer. En fait, il semble bien que la Crise a plus souvent généré ce genre de situation qu'elle n'a favorisé l'accès à la propriété puisqu'en 1941 on retrouvait à Montréal seulement 11.5 pour cent de propriétaires comparativement à 15 pour cent dix ans plus tôt (Canada, *Recensement du Canada 1931 et 1941*, vol. V, 989 et vol. XI, 98, cités dans Choko, *Les Crises du logement*, 114).

Il faut aussi souligner qu'en raison de la situation économique précaire, les petits propriétaires n'étaient guère incités à entreprendre des rénovations majeures qui auraient pu améliorer les conditions de logement de leurs locataires. En fait, le nombre des permis de rénovations a diminué sensiblement durant les années trente, de même que la construction de maisons neuves.³⁹ En plus de multiplier les déménagements, la Crise a donc retardé l'amélioration des lieux de travail des ménagères des classes les plus pauvres.⁴⁰ Le déficit de logements ira d'ailleurs en s'accroissant à Montréal pour atteindre des proportions catastrophiques au lendemain de la Deuxième Guerre.

La Crise a également privé certaines femmes de leurs commodités habituelles pour diverses raisons. Certaines n'ont pu faire réparer leurs accessoires brisés. D'autres se privaient de l'utilisation de leurs appareils électriques afin de réaliser des économies. Deux informatrices ont subi des coupures de courant parce que leur note d'électricité n'était pas payée. Ces coupures compliquaient sérieusement leur travail puisqu'elles devaient reporter l'exécution d'une partie de leurs tâches en soirée, alors qu'elles pouvaient plus facilement se rebrancher illégalement sans risquer la visite des inspecteurs de la compagnie.⁴¹ Enfin, deux autres sont retournées vivre sur une terre parce que leur conjoint n'arrivait plus à se trouver un emploi. Sans électricité ni eau courante, elles ont dû remiser leurs machines à laver et autres accessoires électriques qu'elles possédaient et revenir à la fabrication maison d'un bon nombre de produits qu'elles avaient pris l'habitude d'acheter. Ces deux femmes avaient l'expérience de ce genre de vie, ce qui a contribué à faciliter leur adaptation à leur nouvelle situation. Mais celle-ci ne représentait pas moins un net recul au niveau de leurs conditions de travail.

La Crise a certainement différé l'achat de mobilier et de certains biens d'équipement. Cette réalité se traduit par le fait que dès les années quarante, lorsque

³⁹Ainsi, le nombre de permis émis par la ville de Montréal à des fins de construction et de rénovation domiciliaire est passé de 5755 en 1929 à 2196 en 1933 pour ensuite remonter à 2981 en 1939. La construction de maisons neuves fut la plus touchée puisque ces permis ont diminué de 4116 à 875 entre 1929 et 1933 (1639 à 1321 pour la rénovation). De plus, plusieurs logements situés dans les quartiers ouvriers ont été détruits durant cette période afin de faire place à la construction d'édifices de services publics ou à des travaux d'infrastructures; marché Atwater, pont Jacques-Cartier, etc., statistiques de construction de la ville de Montréal citées par Choko, *Les Crises du logement*, 107 et 146.

⁴⁰Margaret Hobbs et Ruth Roach Pierson, "A Kitchen That Wastes no Steps ... Gender, Class and the Home Improvement Plan 1936-40," *Histoire Sociale/Social History*, XXI, 41 (1988), 34.

⁴¹Rappelons que la Montreal Light Heat and Power exerçait un véritable monopole dans la région de Montréal, ce qui lui permettait de maintenir des tarifs élevés et de débrancher impunément les clients qui ne payaient pas leurs factures. Selon Robert Rumilly, plus de 20,000 familles sont privées d'électricité au plus fort de la Crise, Robert Rumilly, *Histoire de Montréal* (Montréal 1974), cité dans Claude Larivière, *Crise économique et contrôle social: le cas de Montréal, 1929-1939* (Montréal 1977), 175.

leur situation économique se sera améliorée, la plupart des informatrices s'empresseront de changer leur vieux poêle à bois et au charbon pour une cuisinière au gaz, plus pratique.⁴² Notons que ces achats devaient nécessairement coïncider avec la location d'un logement pourvu des raccordements nécessaires, dont les loyers sont évidemment plus élevés. De même, celles qui n'avaient pas encore de machine à laver en feront l'acquisition durant ou immédiatement après la guerre tandis que d'autres troqueront leurs anciens modèles manuels pour ceux fonctionnant entièrement à l'électricité (cuve et essoreuse). Enfin, les familles s'abonneront en plus grand nombre au téléphone durant les années quarante. En raison des coûts fort élevés des réfrigérateurs, ce fut souvent le dernier appareil à faire son entrée dans les foyers ouvriers, plus généralement dans les années cinquante.⁴³

Malgré les déménagements plus nombreux, les lessives plus fréquentes, l'approvisionnement plus complexe, la recherche constante d'alternatives pour satisfaire les besoins de leurs familles et les privations, les femmes elles-mêmes n'étaient pas unanimes quant aux conséquences de la Crise sur leur travail. Plusieurs d'entre elles considéraient que le manque d'argent ne leur avait pas occasionné beaucoup plus de besogne. D'autres s'accordaient pour dire qu'elles avaient dû en faire un peu plus mais s'empressaient toutefois d'ajouter qu'elles étaient capables de faire face à la situation: "Le travail de maison ne m'a jamais dérangée."(E6); "Oui mais, c'est comme je vous dis. C'était une routine. Ça me faisait rien. Je savais comment m'organiser pour faire à manger."(E29) Ces témoignages traduisent bien l'abnégation des femmes face aux besoins de leurs familles, mais aussi la fierté d'avoir su affronter toutes les situations sans éprouver de difficultés particulières. Ils révèlent en outre que ces femmes avaient une conception très élastique de leur temps et de leur capacité de travail, ce qui rend d'autant plus difficile la tâche d'évaluer l'impact de la Crise sur leur rôle de ménagère.

⁴²En 1941, 17.7 pour cent des ménages montréalais utilisaient le bois ou le charbon comme combustible de cuisson et 8.2 pour cent seulement en 1951. Il n'existe pas de données à ce sujet dans le recensement de 1931. Par contre, les responsables d'une enquête municipale, qui en 1937, avaient visité 4215 logements dans différents quartiers ouvriers de Montréal, concluaient que presque tous les logements visités étaient chauffés uniquement avec le poêle et que dans 68.6 pour cent des cas, le bois et le charbon étaient utilisés comme combustible, Canada, *Recensement du Canada*, 1941, vol. V, 51-62 et 1951, Vol. III, 22-2 et 22-3; Réal Bélanger et al., *Les vieux logements de Montréal* (Montréal 1938), 11.

⁴³En 1931, 10.5 pour cent des ménages québécois étaient abonnés au service du téléphone; en 1941, 44.9 pour cent des ménages montréalais l'étaient alors qu'en 1951, ce pourcentage était de 77.1 pour cent. En 1941, 25.1 pour cent des ménages montréalais possédaient un réfrigérateur; 61.1 pour cent en 1951 et 89.7 pour cent en 1958. Canada, *Recensement du Canada*, 1931, vol. 1, 1417; 1941, Vol. V, 79 et 84; 1951, vol. III, 38-2 et 42-2; et Canada, BFS, *Household Facilities and Equipment*, 1958, 16.

La parenté, les voisines et le crédit

IL EST TOUTEFOIS évident que la plupart de ces familles, et plus particulièrement celles qui ont vécu de nombreuses années uniquement des secours directs, n'auraient pu s'en tirer sans le support de leur parenté. L'entraide entre familles apparentées ne se manifestait certes pas qu'en temps de crise; elle représentait plutôt un phénomène courant, rendu nécessaire par les faibles revenus.⁴⁴ Mais les témoignages ont fait ressortir des différences dans l'aide apportée selon les conjonctures économiques. En temps normal par exemple, le gardiennage, lors des accouchements ou en cas de maladie, les échanges ou les dons de vêtements faisaient partie des services communément rendus, mais on note aussi de manière très fréquente le partage de certains outils de travail, comme la machine à coudre ou à laver et l'usage du téléphone. Le regroupement des familles apparentées à l'intérieur d'un même quartier ou d'une même rue facilitait d'ailleurs ces échanges.

La Crise a surtout eu pour effet d'amener un élargissement de l'éventail des services rendus par les membres de la famille. En particulier, les dons de repas ou de denrées et de combustible se sont multipliés, de même que les prêts et les dons en argent et l'hébergement des jeunes couples:

Ah! chez nous m'aidait beaucoup pareil parce qu'ils m'apportaient bien des légumes de la campagne. J'ai une de mes soeurs, elle était mariée avec un habitant, ça fait que elle m'apportait bien des légumes. [...] On allait se promener chez maman des fois des semaines complètes. Quand on n'y allait pas, elle nous envoyait chercher. Elle disait: "Venez-vous en, je m'ennuie." [...] Puis on faisait bien des petites choses pendant qu'on était là. Comme de la couture, du tricot. J'en ai bien fait quand je suis allée chez maman. [...] Nous autres, on était privilégiés parce qu'on avait toujours ma belle-mère. [...] Si on manquait de nourriture, on allait manger là, puis ça finissait là [...]. Ou ma belle-mère venait chercher ma petite. Moi, du moment que ma petite mangeait, le reste je savais qu'on pouvait s'arranger. Des fois, elle la gardait trois, quatre jours.(E19)

Toutes ces formes d'entraide dépassaient visiblement le cadre des échanges habituels et certaines des informatrices qui en ont bénéficié se sont senties à la charge de leur famille: "C'était ma mère qui m'avait sur les bras. Maman nous envoyait de quoi manger; on n'avait pas de quoi à manger, rien, il travaillait pas."(E27) Une autre informatrice qui a reçu de la nourriture de sa mère commentait: "J'aimais pas bien ça. Si j'avais été toute seule, c'est correct, mais il y avait mon mari et mon garçon..."(E9) Même s'ils provenaient de leurs proches, ces femmes se sentaient donc aussi humiliées de recevoir ce genre de services, qui trahissait une très grande pauvreté, que de solliciter l'aide de l'État, ce que la plupart

⁴⁴ À ce propos, voir Andrée Fortin, *Histoires de familles et de réseaux. La sociabilité au Québec d'hier à demain* (Montréal 1987); Marc-Adélar Tremblay, *La crise économique des années trente et la qualité de vie chez les montréalais d'ascendance française*, "Académie des sciences morales et politiques, *Travaux et Communications*, vol. 3, *Progrès Techniques et qualité de vie* (Montréal 1977), 149-65.

des couples n'ont d'ailleurs envisagé qu'en dernier recours et non sans honte. L'idéal de l'autonomie financière, gage de respectabilité, était fortement ancré chez la plupart de ces couples et l'un d'eux a même caché à son entourage le fait qu'il recevait du secours direct, ce qui a entraîné une situation plutôt embarrassante: alors que la mère de l'informatrice lui rendait visite, le laitier attiré par la Saint-Vincent-de-Paul pour faire la distribution auprès des bénéficiaires, s'est présenté chez elle en criant: "C'est la Saint-Vincent-de-Paul, madame!". Plutôt que d'admettre le fait devant sa mère, elle a préféré lui dire qu'il se trompait d'adresse: "J'étais orgueilleuse moi vous savez"(E20), concluait-elle.

Cette informatrice représente tout de même une exception. En fait, plus que jamais, la famille immédiate a joué un rôle essentiel dans le support de ses membres victimes du chômage. En principe, l'État n'accordait son aide qu'aux chômeurs absolument sans ressources et qui ne pouvaient se faire aider de leur famille; en pratique, ces dernières ont contribué de multiples façons à combler des besoins que ne pouvaient satisfaire les maigres allocations de secours versées aux chômeurs, particulièrement au niveau des vêtements, de l'alimentation et de l'hébergement. La faiblesse des allocations versées à titre de secours rendait en effet illusoire la possibilité d'en vivre sur une longue période, à moins de s'endetter sérieusement. Après avoir épuisé leurs propres ressources et stratégies pour diminuer leurs dépenses, c'est vers leur famille que se tournaient les couples. La Crise a donc intensifié le recours à ces réseaux traditionnels d'entraide qui reposaient sur le travail ménager des femmes de la parenté. Par leur travail, ces femmes, et plus particulièrement les mères et belles-mères des informatrices, ont apporté une contribution tout aussi essentielle que celle de l'État au maintien d'un niveau de vie minimal pour les familles assistées. C'est donc dire que c'est l'ensemble des femmes, et non pas seulement les ménagères dont le mari était au chômage, qui ont absorbé les effets de la crise.

Comparativement aux réseaux familiaux, l'entraide entre voisins n'était pas aussi systématique. Beaucoup d'informatrices ont en effet affirmé qu'elles ne s'occupaient pas de leurs voisins ou, si elles les connaissaient, qu'elles limitaient leurs contacts avec eux: "On les connaissait tous, on leur parlait tous mais seulement on ne se fréquentait pas."(E19); "J'avais pas le temps quand j'étais jeune de me promener chez les voisins."(E23); "Je regardais pas les voisins, moi. [...] Je restais chez nous bien tranquille et je faisais mon ouvrage. [...] Puis j'ai pour mon dire, notre misère, notre vie c'est à nous autres. Les autres ils ont pas besoin de savoir ça."(E22) Comme le laisse entendre ce dernier témoignage, cette attitude reflète leur souci de soustraire leur vie privée aux regards afin de camoufler leurs problèmes et leur pauvreté et démontre que celle-ci entraîne souvent un plus grand isolement.

Une analyse plus fouillée des témoignages laisse voir cependant que les voisins occupaient tout de même une place dans les réseaux d'entraide, quoique

différente de celle des membres de la famille.⁴⁵ “Non-ingérence, mais non-indifférence”, voilà, semble-t-il, la clé des bonnes relations de voisinage: “Si on était mal pris, ils nous aidaient mais on ne se mêlait pas des affaires les uns les autres.”(E16) Cette aide prenait donc davantage la forme d’échanges de services visant à faciliter l’exécution des tâches ménagères que d’aide matérielle: le gardiennage, l’emprunt du téléphone ou d’autres appareils ménagers, la surveillance d’un logement temporairement inoccupé, le magasinage en commun ou pour une voisine, sont typiques des services qu’elles pouvaient se rendre. Il existait bien sûr des exceptions: ainsi, une informatrice particulièrement pauvre pouvait compter sur son propriétaire pour lui fournir du charbon; une autre qui a subi un incendie a pu trouver temporairement refuge chez une voisine. Mais le plus souvent, lorsqu’on avait besoin d’argent, de nourriture, de vêtements, de combustible ou d’hébergement, c’était vers la famille immédiate qu’on se tournait.

La Crise n’a pas apporté de transformations majeures à cet égard non plus qu’elle a augmenté le niveau d’endettement de manière considérable. Pour les familles ouvrières, le recours au crédit et à l’endettement, surtout s’il visait uniquement à satisfaire des désirs de consommation, était encore considéré avec crainte.⁴⁶ En fait, l’absence de mesures sociales pour compenser la perte d’un revenu faisait en sorte que les femmes et leurs conjoints avaient une conscience aiguë de leurs limites financières:

On n’a jamais eu de dettes. J’ai jamais acheté rien à crédit parce que je me disais si j’ai pas d’argent aujourd’hui, j’en aurais pas plus demain. Fallait pas faire de dettes. Si on avait fait des dettes, je ne sais pas comment on les aurait payées. Dans notre temps, nous autres, on pensait toujours que le lendemain on aurait peut-être bien pu pas avoir de salaire. Il y avait pas rien vous savez (pas de mesures sociales). Fallait pas se fier sur personne. Fallait se fier sur nous autres mêmes. C’est pour ça que bien des fois on se privait de bien des choses qu’on aurait aimé avoir. Mais coup donc: on pouvait pas, on n’avait pas, c’était tout.(E17)

⁴⁵ Andrée Fortin remarque également ce même phénomène: “... c’est toujours par la bande que réapparaissent les bons voisins: on n’aime pas avouer sa dépendance.” Andrée Fortin, “La famille ouvrière d’autrefois,” *Recherches Sociographiques. La famille de la Nouvelle-France à aujourd’hui*, XXVIII, 2-3 (1987), 293.

⁴⁶ Notons que les informatrices n’associaient pas le fait d’acheter des meubles à tempérament (“Installment Plan”) au crédit et à l’endettement. Dans leur esprit, avoir des dettes équivalait à payer des intérêts, ce qui n’était pas le cas lorsqu’on parvenait à compléter la somme due avant l’échéance. Mais il en coûtait généralement plus cher à l’achat lorsqu’on différant les paiements, ce qui permettait au détaillant de couvrir les frais qu’il devait lui-même assumer pour offrir ce service. À propos de ces nouvelles techniques de vente qui apparaissent dans les années vingt, voir Stuart Ewen, *Captains of Consciousness. Advertising and the Social Roots of the Consumer Culture* (New York 1976); et Strong-Boag, *The New Day Recalled*, 115.

Durant la Crise, quelques-unes ont acheté des vêtements à des colporteurs qui acceptaient de faire crédit moyennant intérêt; une autre minorité s'est endettée auprès de l'épicier, de son propriétaire ou du médecin (généralement pour des accouchements) mais la plupart ont préféré s'adresser aux organisations charitables, Société Saint-Vincent-de-Paul ou Armée du Salut, pour se procurer nourriture, meubles et vêtements dont elles avaient besoin si elles ne pouvaient les obtenir de leur famille. Les sommes pour lesquelles on s'endettait étaient d'ailleurs minimales comparativement à nos standards actuels: elles dépassaient rarement une ou deux semaines de salaire. En fait, on peut dire que le crédit ne faisait pas encore partie des habitudes de consommation de la plupart de ces ménages qui cherchaient plutôt à limiter leurs aspirations au niveau de leurs moyens financiers. Pour ces femmes, l'essentiel était de parvenir à satisfaire les besoins fondamentaux de leur famille.

Conclusion

L'ANALYSE DES TÉMOIGNAGES dont on a fait état tout au long de cet article amène à conclure que la contribution des femmes à la survie familiale au cours des années trente s'est avérée d'autant plus cruciale que les ressources financières diminuaient et que leur famille ont dû plus que jamais s'en remettre à leurs compétences de gestionnaire et de ménagère pour surmonter leurs difficultés économiques. Dans bien des cas toutefois, et en particulier pour celles qui ont vécu des secours directs durant de longues périodes, le manque de ressources financières a sérieusement limité les possibilités qu'elles avaient de s'acquitter de ces responsabilités. Comment, en effet, pouvaient-elles faire des conserves alors que les sommes versées par le secours direct couvraient moins de 50 pour cent des dépenses de base? Comment prendre un pensionnaire lorsque le logement arrivait à peine à contenir tous les membres de la famille? La sphère de l'économie informelle sur laquelle reposaient plusieurs des stratégies auxquelles les femmes avaient recours pour arrondir le budget familial a aussi été affectée par les conditions économiques des années trente ce qui a eu pour conséquence de réduire un peu plus leur marge de manoeuvre; faire de la couture et des lessives à domicile devenait plus difficile lorsque la clientèle, elle-même affectée par la Crise, jugeait qu'elle ne pouvait plus s'offrir ce luxe. Dans ces conditions, les privations, au niveau de la nourriture et des vêtements plus particulièrement, de même que le recours à la parenté sont souvent apparues comme les seules solutions de rechange possibles.

En effet, la très grande majorité des couples ont préféré recourir à l'État et aux réseaux traditionnels d'entraide plutôt que de considérer la possibilité que la mère se cherche un emploi. Pour la majorité des hommes et des femmes de cette génération, la division sexuelle du travail à l'intérieur de la famille, fondée sur le modèle pourvoyeur-ménagère, et la subordination des femmes à l'autorité du mari, apparaissaient comme des données "naturelles", garantes du bon fonctionnement de la cellule familiale. Parce qu'elles s'effectuaient à l'intérieur du foyer et qu'elles

n'étaient donc pas associées à du travail au sens que lui a donné la société industrielle, seules les différentes activités rémunératrices que les femmes exerçaient à domicile étaient acceptables; elles leur permettaient de concilier leurs obligations domestiques et maternelles avec la nécessité de trouver des revenus supplémentaires tout en entretenant l'illusion chez les deux conjoints qu'ils se conformaient au modèle socialement dominant. Il était toutefois presque impossible pour ces couples d'envisager un renversement des rôles; il y allait du pour voir et du prestige des hommes que les femmes elles-mêmes acceptaient comme allant de soi et n'osaient pas contester. Le recours à l'aide de l'État, malgré la honte et le sentiment d'échec qu'il suscitait, avait du moins l'avantage de confirmer le statut de pourvoyeur du mari puisque c'est à lui que l'argent était versé.

En comparaison, les normes religieuses en matière de contraception ont été davantage remises en cause. Il faut souligner que même si cette décision a fait l'objet de discussions préalables entre les conjoints, les moyens utilisés laissaient l'initiative aux hommes et ne menaçaient donc pas leur autorité au sein de la famille. De plus, comme on l'a déjà noté, ce sont les femmes qui avaient à assumer la plus grande part des conséquences du choix du couple en ce domaine; inquiétude d'avoir à nourrir une famille trop nombreuse pour les ressources financières disponibles, ou culpabilité de transgresser les règles édictées par l'Église.

Si les entrevues ont permis d'accéder à une autre dimension de la Crise, soit celle de sa gestion quotidienne, elles ont aussi révélé la perception que ces femmes avaient de cette décennie, ce qui permet de jeter un nouveau regard sur cette période de notre histoire. Au cours des entrevues, en effet, peu de femmes se sont plaintes de leur situation financière précaire et de leur faible pouvoir d'achat encore réduit par la Crise. Malgré toutes les difficultés qu'elles ont rencontrées et toutes les coupures supplémentaires qu'elles ont dû faire dans les dépenses familiales, malgré les répercussions du chômage et des pertes de salaires sur leur travail domestique et leurs conditions de vie, la plupart des femmes concernées n'ont pas associé les années trente à une période particulièrement tragique de leur vie.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène à première vue paradoxal. En premier lieu, il faut rappeler que le chômage a davantage affecté les ouvriers non qualifiés dont les familles vivaient déjà dans des conditions économiques précaires. La relative pauvreté de la plupart de ces ménages avant la Crise a fait en sorte que les familles ont dû couper dans des dépenses essentielles plutôt qu'accessoires. Mais en même temps, cette indigence les avait habitués à vivre frugalement et à compter sur l'apport du travail domestique et rémunéré des femmes et sur d'autres stratégies sans toujours parvenir à s'assurer d'un minimum de confort et de bien-être. Les conditions générées par la Crise ne constituaient donc pas un contraste aussi frappant comparativement à leur niveau de vie antérieur. En outre, la plupart des femmes interviewées avaient grandi dans un milieu peu fortuné, où le chômage constituait une réalité bien présente. Confrontées à la pauvreté depuis leur enfance, elles avaient appris à composer avec elle et connaissaient bien les stratégies à utiliser pour y faire face. Pour ces femmes issues de la classe ouvrière

et qui avaient lié leur sort à des ouvriers ou de petits salariés, le chômage qui a caractérisé les années trente et les difficultés économiques qu'il a générées représentaient simplement un autre épisode dans leur lutte pour assurer la survie économique de leur famille. Un épisode un peu plus difficile peut-être, compte tenu des périodes prolongées de chômage, mais certainement pas une nouveauté.⁴⁷

Le fait que la Crise soit survenue au début du cycle de vie de la majorité de ces familles a aussi joué un rôle important. À ce stade en effet, il était encore possible pour ces couples de retarder les naissances afin de diminuer leurs obligations financières et peu d'entre eux avaient réussi à accumuler des biens que la Crise pouvait menacer. Encore au seuil de leur vie adulte, ils pouvaient aussi entretenir l'espoir de jours meilleurs, ce qui les a certainement aidé à supporter les difficultés rencontrées. Résumant le sentiment de plusieurs, une des informatrices à qui on demandait si la Crise avait représenté une période particulièrement marquante dans sa vie répondait :

Non. Comme je vous dis, je le sais pas si c'est parce qu'on était jeunes [...], je peux pas dire que ça nous a marqués. On avait toujours l'espérance que c'était pour changer. Je pense que si c'avait arrivé des années comme *astheure*, on aurait paniqué plus que dans ce temps-là parce qu'on était pas gâtés. C'est ça qu'il y avait dans ce temps-là. On se contentait de peu tout le temps, du nécessaire qu'on peut dire. Ceux qui ont perdu beaucoup, c'est ceux qui avaient de l'argent puis qui ont perdu tout leur argent. Il y en a qui se sont enlevé la vie: c'était grave. Mais quand vous aviez pas d'argent, vous aviez pas de trouble avec ça, hein? (E29)

Comme le laisse voir ce témoignage, l'évaluation que les informatrices ont fait de l'impact de la Crise sur leur travail et leurs conditions de vie renvoie à leur niveau de vie antérieur et au moment où elle est survenue à l'intérieur de leur cycle de vie familial et individuel. Des témoignages provenant de femmes qui ont vécu la Crise à un stade plus avancé de ce cycle auraient peut-être apporté d'autres indications quant à ses conséquences pour leur travail domestique et fait ressortir d'autres stratégies pour l'affronter (comme le recours au travail des enfants par exemple). Compte tenu de leur âge, il était toutefois impossible d'accéder à leur expérience même par le biais des sources orales. De même, des femmes issues de milieux sociaux plus aisés auraient sans doute évalué différemment cette période. Contrairement aux femmes de la classe ouvrière en effet, la Crise a représenté un net recul économique pour les femmes des classes moyennes dont le mari était en chômage, ce qui s'est traduit, selon plusieurs études américaines, par un accroissement important de leur charge de travail et une baisse notable de leur niveau de

⁴⁷Comme le fait remarquer Michael Horn, "The great majority of those who slipped into chronic dependance during the 30s were from that one half or more of the Canadian population who had lived in poverty or near-poverty during the relatively prosperous 1920s," (Horn, "The Great Depression," 45).

vie.⁴⁸ Il faut toutefois rappeler que le chômage n'a atteint qu'une faible proportion des cols blancs et des professionnels, ce qui nous a incité à limiter le choix de nos répondantes aux femmes des milieux populaires urbains.

Selon Michael Horn, l'expérience vécue par les classes moyennes au cours de la Crise a néanmoins largement contribué à façonner notre vision de cette période:

The deprivations of the farming and working-classes have done much to shape the image which Canadians have of the Depression. Perhaps more important in the longer run however, was the experience of the middle classes. They suffered much less from unemployment than the working class, but they had also been much less used to it before the Depression. The insecurity which many of them felt was a psychological deprivation that has left its mark. Their dread of unemployment and its results [...] has been perhaps the most potent legacy of the Depression years.⁴⁹

C'est sans doute pourquoi la réaction des femmes interviewées étonne au premier abord. Il ne nous a cependant pas semblé que les informatrices sous-estimaient l'impact de la Crise. Certes, la fierté d'avoir su affronter toutes les situations et d'avoir réussi à "passer au travers" cette période ressortaient des témoignages entendus, mais ces considérations ne les empêchaient pas d'admettre qu'elles vivaient dans des conditions économiques précaires: "On étaient pauvres, réellement on étaient pauvres" (E26) disait l'une d'elles. Sans nier leur faible niveau de vie et les difficultés qu'elles ont dû affronter, elles ont quand même insisté pour dire, qu'en définitive, cette période n'avait pas été beaucoup plus difficile que les années qui l'avaient précédée.

⁴⁸Milkman, "Women's Work and Economic Crisis"; Susan Ware, *Holding their Own*.

⁴⁹Horn, "The Great Depression," 42.

Une partie de ce texte a fait l'objet d'une communication au Congrès de la Société historique du Canada en juin 1991 à Kingston. Il est tiré de ma thèse de doctorat intitulée "Travail domestique et crise économique. Les ménagères montréalaises durant la crise des années trente" (Université de Montréal 1990). Je tiens à remercier les trente informatrices qui ont accepté de m'accorder des entrevues; sans leur précieuse collaboration, cette recherche n'aurait tout simplement pu prendre forme. Mes remerciements s'adressent également à Jacques Rouillard qui a dirigé mes recherches et à Bettina Bradbury, Lorraine Gadoury, Dominique Jean et Daniel Bédard qui ont lu et commenté ma thèse, ainsi qu'aux évaluateurs et évaluatrices de Labour/Le travail pour leurs excellentes suggestions. Enfin, je voudrais également remercier le fonds FCAR qui m'a accordé son soutien financier.